

Vladimir POUTINE dans l'œil du cyclone : après une courte embellie, « OTAN en emporte le vent » ...

« Mini sommet de l'OTAN à Bruxelles »¹

TRUMP et MACRON réduits à l'alibi des malfaiteurs dans l'ultime trahison² de Bruxelles contre Moscou.

I. Nouvelle volte-face des malfaiteurs contre la Russie et contre le droit

Ce que cache le harcèlement rigoriste des élus français par des politiciens suspects, pour des sommes toujours plus dérisoires, c'est de pouvoir continuer à voler dans l'Union à coups de milliards et de sanglantes diversions, que le mur de Bruxelles semble avoir décidé de diriger en bloc contre la Russie.

1.1. Alibi numéro un, Emmanuel MACRON

En sollicitant « la protection de l'Europe »³ de la manière la plus fondée⁴ et légitime⁵, après avoir été pris de cours en France, face au harcèlement des malfaiteurs contre les élus de la République française, le nouveau Président français pourrait se voir réduit à l'alibi de l'incroyable volteface du 25 mai 2017.

1.2. Alibi numéro deux, Donald TRUMP

Nous sommes d'accord pour faire cesser le harcèlement du cartel des « Psy » contre vous, mais c'est « donnant donnant », semble exiger de manière à peine voilée, la présidence de l'Union à Donald TRUMP, dont l'appel à « se concentrer ferait l'amalgame entre terrorisme « menaces de la Russie »⁶ ?

II. La grande prostituée montre son joli nez

Le Président TRUMP « veut lutter contre le terrorisme »⁷, et le calendrier du 25 mai 2017 a permis de dépoussiérer l'OTAN avec l'alibi des nouveaux venus au Club que sont le président américain, et le président français ; « donc », « la menace » serait la Russie, cible de l'OTAN pendant la guerre froide.

La grande prostituée n'est pas le sexe, ni l'argent, ni la guerre, mais la tentation, la perte de l'honnêteté et la trahison — vérité fondamentale commune aux trois religions (Ressource N° 191) monothéistes.

III. Action corrective

L'action corrective pressentie par le président MACRON est évidemment de se munir d'une loi permettant enfin de protéger l'Etat de droit « après l'Urgence » — et retour à la « normale » — à savoir, une école digne, qui prenne en charge la fonction de service de l'école⁸, au lieu de la dissimuler⁹.

3.1. « Gestion de crise »

Cette de cette « normalité » que profitent les malfaiteurs de tous crins pour faire le minimum et se tirer d'affaire, comme le prouve la dialectique des milieux du conseil depuis des décennies — « Usine nouvelle » en tête — pour qui le reste du temps, on pourrait éviter de travailler sérieusement ...

3.2. Sérieux ni trop ni trop peu

Je m'inscris en faux : il faut être sérieux tout le temps, ni trop, ni trop peu. Ni trop dans l'action, lorsque manque la substance et que la trahison est manifeste. Ni trop peu face à la responsabilité, lorsque les Etats-Unis, par exemple, sabotent l'enquête britannique sur les origines de l'attentat de Manchester.

¹ Titres de la presse, 25 mai 2017

² Référence au coup de théâtre du 25 mai 2017 dans la guerre des malfaiteurs contre l'Etat de droit

³ Référence à la confusion créée par les malfaiteurs, face à laquelle « les citoyens ne peuvent plus comprendre le cours des choses », selon les mots du Président français, et caractérisée par des crimes de sang continus, en France — chaque jour apportant son lot de drames et de vaines dissimulations et détournements.

⁴ Le Président français a juste besoin d'un peu de temps pour installer ses réformes fondamentales.

⁵ Mais l'Etat de droit, notamment en France, est victime du harcèlement des malfaiteurs haut et bas » : en bas, contre les élus de la République ; en haut, pour le détournement des aides européennes par milliards.

⁶ France-Info corrobore cette position quelques heures plus tard (en évoquant ... ?)

⁷ « C'est son cheval de Bataille », déclare même France-Info à 19 heures ...

⁸ La fonction de service de l'école N'EST PAS de former à « écrire lire et compter mais d'éveiller au droit par les ressources d'un enseignement général scientifique et technologique dissocié du cheval de Troie de l'éducation.

⁹ Références à la suppression de l'enseignement de la philosophie pendant le quinquennat SARKOZY, au profit de la marchandisation du savoir » dénoncée par Jean-Luc MELENCHON (éditions « j'ai lu », 2011)